

Hakim El Karoui : « L'Europe doit reconnaître qu'elle a un destin commun avec le Maghreb »

TRIBUNE

Hakim El Karoui

Essayiste

Alors que les pays de la région subissent de plein fouet la crise du Covid-19, l'Europe doit faire tout son possible pour permettre une évolution favorable de leurs économies, gage de stabilité sociale et donc politique, estime l'essayiste Hakim El Karoui.

Tribune. La Méditerranée n'est pas une frontière : les flux d'hommes, d'idées, de marchandises, d'argent en ont fait depuis longtemps une interface beaucoup plus qu'une barrière. Les six millions de Français originaires du Maghreb font aujourd'hui que le destin de la France est lié à cette région du monde. Mais, ce qui est vrai pour la France l'est aussi de plus en plus pour l'Espagne (avec le Maroc) et l'Italie (avec la Tunisie et la Libye). Le Sud de l'Europe est arrimé au Nord de l'Afrique, pour le meilleur (les échanges culturels, le tourisme, l'économie du « care », la coopération industrielle), mais aussi pour le pire (l'islamisme radical européen prend ses racines au Maghreb).

L'importance du Maghreb pour l'Europe est pourtant largement sous-estimée. Lorsque l'on pense au monde arabe, les esprits s'enflamment pour les guerres au Proche-Orient et les intérêts s'affichent pour la richesse des pays du Golfe. Les pays du Maghreb sont les parents pauvres de l'intérêt occidental pour le monde arabe. Ni très riches ni très instables, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie passionnent peu les chancelleries.

L'étranger proche

Les relations sont si anciennes, les connaissances mutuelles si importantes, et l'intimité si forte, notamment avec la France et ses dirigeants, que ces pays ont été paradoxalement classés assez loin dans le rang des priorités stratégiques françaises et européennes. L'UE devrait peut-être prendre exemple sur les Russes qui, après la dislocation de l'Union soviétique, ont inventé le concept « [d'étranger proche](#) » qui intègre [tous les pays qui ont pris leur indépendance après 1991](#).

Dans le cas du Maghreb, le concept d'étranger proche pourrait être mobilisé avec des objectifs différents : tout en affirmant la souveraineté des Etats du Maghreb, il s'agit de reconnaître que nous avons un destin commun avec ces pays. Cela devrait conduire les puissances européennes à observer de très près leurs évolutions politiques – et pas seulement celles de leurs gouvernements. La société civile y joue un rôle de plus en plus important comme l'ont montré [la révolution de 2011 en Tunisie](#) et [le Hirak en Algérie](#). Cela devrait aussi les inciter à faire tout leur possible pour permettre une évolution favorable de leurs économies, gage de stabilité sociale et donc politique.

Or, alors que l'Union européenne (UE) se félicitait de son plan de relance et de sa capacité à emprunter en commun pour assurer la stabilité de ses membres, personne n'a suggéré que cette capacité d'emprunt et de dons puisse aussi pouvoir profiter à l'étranger proche européen, le Maghreb au Sud, voire l'Ukraine à l'Est. La récente ouverture potentielle d'accès à plus de crédits du Fonds monétaire international par [les droits de tirage spéciaux](#) est une bonne nouvelle, mais ce n'est pas suffisant.

Enfin, le temps où le Maghreb était une chasse gardée française et éventuellement italienne, voire espagnole est révolu. L'Allemagne est beaucoup plus présente qu'avant dans la région ainsi que l'UE comme institution. Mais surtout, de nouvelles puissances s'intéressent à cette région du monde qui bénéficie de nombreux avantages comparatifs : sa proximité avec la riche Europe, sa main-d'œuvre de qualité peu onéreuse et aussi sa capacité de projection vers le Sud.

La part de la France s'érode dans le commerce extérieur tunisien : elle représentait 21 % des importations tunisiennes en 2009, 16 % en 2014, 14 % en 2019, or celle de la Chine est passée de 5 % à 9 % en dix ans. L'analyse des flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) montre que certaines puissances font déjà de [la Tunisie un enjeu politique](#) : en 2019, le stock d'IDE provenant des Emirats arabes unis représentait 22 % du total, ceux du Qatar 11 % (mais 26 % en 2018) et ceux provenant de France seulement 16 %. En cas de défaillance des alliés traditionnels de la Tunisie, on peut imaginer une alliance Qatar-Turquie pour financer un plan de relance tunisien et le mettre en œuvre, au grand bénéfice des entreprises turques de BTP et de l'allié islamiste du président Recep Tayyip Erdogan, Rached Ghannouchi, chef du [parti Ennahda](#).

« Diplomatie du vaccin »

La prépondérance traditionnelle de la France tend à baisser aussi au Maroc, au profit de la Chine, qui a bien compris que Casablanca est un hub portuaire-aéroportuaire très ouvert sur l'Afrique de l'Ouest et sur l'Europe. La Chine a aussi fait jouer la [« diplomatie du vaccin »](#) avec le Maroc où ont eu lieu des essais cliniques et où une usine chinoise fabrique des doses dans le nord du pays.

Outre les infrastructures, la santé, l'éducation et la transition énergétique font l'objet d'appels d'offres internationaux où la Chine tente de se positionner. Et le Maroc sait chercher de nouveaux alliés pour le soutenir, notamment sur [le dossier du Sahara occidental](#) comme l'a montré son adhésion aux [accords d'Abraham](#) et sa brouille actuelle avec l'Espagne et l'Allemagne.

L'Algérie, de son côté, n'est jamais entrée dans les circuits traditionnels de l'aide au développement venue d'Occident. Les flux financiers publics nets en Algérie entre 2008 et 2017 représentent 568 millions de dollars (465 millions d'euros), contre plus de 24,7 milliards de dollars au Maroc et 11 milliards de dollars en Tunisie sur la même période. Quelque 17 % (7,8 milliards de dollars) des importations algériennes proviennent de Chine (12 % en 2009 et 14 % en 2014). La diaspora chinoise y est bien implantée, avec 40 000 ressortissants.

Quant à la Russie, ses relations avec l'Algérie sont presque exclusivement centrées sur le secteur de la défense. Comme annoncé en décembre 2019, l'Algérie a, par exemple, signé un accord de 2 milliards de dollars avec la Russie pour l'achat de 14 avions furtifs de type Su-57. Et plus récemment, cette coopération s'est étendue au domaine de la santé, le gouvernement

algérien ayant eu recours au [vaccin russe Spoutnik V](#) à partir de la fin janvier 2021. Sans surprise, la part des importations provenant de France se réduit (elle est passée de 16 % en 2009 à 12 % en 2019).

Alors que les pays du Maghreb subissent de plein fouet la crise due au Covid-19, l'Europe doit rompre avec ses habitudes de financement. Comme les pays européens eux-mêmes, ils ont besoin d'une aide budgétaire massive. Ne pas le voir, ou trop attendre pour leur accorder serait une erreur stratégique grave. Une prise de conscience est nécessaire : si l'un des pays devait sombrer dans l'instabilité et si une puissance agressive prenait pied aux marges de l'Europe en profitant de cette crise, on ne pourrait pas dire que l'on ne savait pas.

Hakim El Karoui est essayiste et consultant, chef du bureau parisien de Brunswick. Il est aussi Senior Fellow à l'Institut Montaigne, et auteur de la note *La stabilité du Maghreb : un impératif pour l'Europe* », à paraître le 27 mai.